

ANNABA

Un gendarme agressé à l'arme blanche

Un gendarme, agressé à l'arme blanche par deux repris de justice, s'en tire miraculeusement après avoir été violemment touché à l'abdomen et balafré de plusieurs coups de couteau à El-Hadjar.

Des pères et mères de famille et des jeunes filles que des malfrats dépouillent de leur argent et bijoux en milieu urbain et dans les cités et à toute heure de la journée. Des logements et des locaux commerciaux cambriolés sans que les auteurs généralement connus soient inquiétés. Des délinquants armés de couteaux à cran d'arrêt et de gourins s'arrogeant la qualité de voitureurs important aux automobilistes de «payer» un droit de stationnement même interdit sous peine d'être tabassés. Des policiers en faction refusent d'intervenir sous le prétexte que leur mission est limitée à la circulation routière. Des commissariats en sureffectif et des postes de police annexes dont les occupants cultivent l'oisiveté. Une direction de Sûreté de wilaya sans responsable depuis des semaines avec pour conséquence l'accumulation des affaires et des délits. La vieille ville transformée en antre

du démon interdite aux honnêtes citoyens sous peine de se retrouver sur un lit du service des urgences du CHU. Et la liste est longue des faits et méfaits qui caractérisent le quotidien des habitants et des visiteurs de la commune chef-lieu de la wilaya de Annaba. S'y ajoutent l'affairisme, la corruption et le trafic d'influence qui caractérisent les activités de certaines institutions de la République. Si le droit de cuissage est devenu une réalité de tout instant pour chaque demandeur d'emploi dont le filet social et les universitaires intéressées par le pré-emploi, l'anarchie a gagné le secteur du commerce. La direction en charge de cet aspect socioéconomique, également sans responsable depuis plusieurs jours, n'a plus le temps de s'occuper de denrées alimentaires atteintes de péremption et de viandes rouges et blanches avariées. En l'absence de tout contrô-

le, elles sont quotidiennement écoulées sur le marché local entraînant de fait une ruée de personnes atteintes d'intoxication vers les pharmacies et les hôpitaux. Entre-temps, les commis de l'Etat et les élus locaux s'amuse à se réunir à l'APC et à l'APW pour discuter du chômage et l'emploi sans pour autant avancer une quelconque proposition pour sauver ce qui peut l'être. Un bilan 2007 d'une cinquantaine de pages a été émis. Il porte sur des chiffres et des lettres sur ce qui a été fait. Mais aucune remarque n'a été mentionnée sur les nombreux projets non achevés, les actions socioéconomiques engagées puis abandonnées. Rien n'a été dit sur les chantiers de construction de logements à l'arrêt depuis des mois, des équipements et infrastructures publiques à l'abandon, le projet du centre pour anticancéreux à l'arrêt pour non-paiement de l'entreprise chinoise de réalisation, les travaux du nouvel hôpital d'El-Hadjar très en retard sur les délais, le Centre régional sportif de Seraidi à l'état de ferraille tout autant que le marché de gros et

les abattoirs du marché d'intérêt national (MIN), des locaux commerciaux patrimoine public (grandes surfaces, dépôts, hôtel, ateliers, boulangerie...) gérés par des indus occupants ou livrés aux toiles d'araignée. Tout ceci ne semble pas faire partie des préoccupations de l'heure des responsables locaux et des élus. Dire que c'est l'anarchie dans la gestion de la quatrième wilaya d'Algérie envahie par la crasse et la saleté est peu dire. A tous les niveaux, la situation a atteint un point de non-retour.

Cette anarchie a été bien mise en relief avec le vol dont a été victime le président de l'Association nationale pour la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution. Ce vol (documents de véhicule, importante somme d'argent, portable et cachet humide de l'association) est intervenu dans l'enceinte même de la salle de réunions de l'APW et en présence de tous les élus et des responsables de la wilaya ainsi que des représentants des associations civiles.

A. Djabali

BOUIRA

Haïzer, l'oubliée

Touchée de plein fouet lors des événements du Printemps noir, la commune et daïra de Haïzer située à moins de 10 km à l'est du chef-lieu de wilaya de Bouira et qui accuse un retard flagrant dans tous les domaines est également restée en rade dans le domaine de l'alimentation en gaz de ville.

En effet, la wilaya de Bouira, qui a consenti de grands efforts durant ces dernières années en matière d'alimentation en gaz naturel de plusieurs chefs-lieux de commune et daïra passant en moins de 3 ans d'un taux de couverture de 26% à 38% à fin 2007, a presque marginalisé cette daïra pourtant à deux doigts du chef-lieu. Ce constat amer vient d'être dénoncé de vive voix par Meziane Chaâbane, élu RCD au niveau de l'APW de Bouira. Pour lui, ce n'est pas un oubli mais un manque de volonté politique de la part des responsables de la wilaya à commencer par le wali et le DMI. Ces deux responsables que l'élus du RCD a vus par trois fois chacun, lui

répondaient à chaque fois que le dossier d'alimentation en gaz naturel des villes de Haïzer et Taghzout, une autre commune relevant de la daïra de Haïzer et située à 6 km au nord-est de Bouira, est entre les mains du ministère de l'Energie et des Mines. Cette réponse ne semble point satisfaire cet élu, puisque celui-ci dira que si le problème est du ressort du ministère, comment se fait-il que toutes les autres communes importantes soient alimentées et surtout quel est leur rôle au niveau de la wilaya si la gestion de ces secteurs ne dépende pas d'eux?

En outre et las d'entendre ces réponses de la bouche de ces deux responsables, l'élus du RCD dira avoir agi de la sorte pour prendre à témoin l'opinion locale et de wilaya pour décliner toute responsabilité quant à d'éventuels soulèvements populaires au niveau de ces deux communes de plus de 31 000 habitants (18 000 pour Haïzer et 13 000 pour Taghzout). Pour rappel, et d'après le bilan présenté par la direction des mines de la wilaya de Bouira lors de la dernière session de l'APW, 17 chefs-lieux de commune et 11 grands centres urbains sont pourvus en

gaz naturel couvrant un total de 33 804 ménages. Pour les projets inscrits, on notera ceux entrant dans le cadre des Hauts-Plateaux et touchant huit communes que sont Bordj-Okhris, Hedjra-Zerga, Hakimia, Dechmia, Mesdour, Taguedit, Maâmoura et Ridane. Les deux autres existantes dans la bande des Hauts-Plateaux, Sour-El-Ghozlane et Dirah étant déjà pourvues en gaz naturel.

Enfin, et selon toujours ce bilan chiffré, la DMI a proposé à l'inscription au niveau du ministère de l'Energie et des Mines huit autres communes que sont Haïzer, Taghzout, Aïn Laloui, Bir-Ghbalou, Raouraoua, Khabouzia, Ahi-Ksar et Aïn-Turk. Ce sont ces inscriptions tardives concernant les deux communes les plus proches du chef-lieu de wilaya qui viennent de provoquer la colère de l'élus RCD, Meziane Chabane, qui rappelle le retard accusé par ces deux communes dans les autres domaines comme les routes, l'habitat rural perdu dans les méandres de la bureaucratie, le programme de logement social inexistant, etc. et sur lesquels il promet de revenir en détail prochainement.

Y. Y.

AFFAIRE DE MŒURS À SETIF

Six ans de prison pour «El-Afghani»

Le tribunal criminel de Sétif a, dans son audience de samedi, condamné le principal accusé, à savoir le nommé H. L., âgé de 41 ans, surnommé «El-Afghani», à une peine de six ans de prison, et ce, pour les chefs d'accusation d'attentat à la pudeur, incitation de mineurs à la débauche avec violence, prostitution, création de lieu de débauche, exposition et racolage. Quant à ses acolytes, G. Saïd (24 ans), G. Samir (26 ans), T. Abdelkaoui (19 ans), B. Salmi (27 ans), A. Abderzak (40 ans), B. Alaâ Eddine (22 ans) et L. Mounir (25 ans), ils ont été condamnés à deux années de prison. Le tribunal a acquitté les quatre femmes accusées dans cette affaire.

Les faits de cette scabreuse affaire remontent au 31 juillet dernier quand, agissant sur renseignements faisant état de l'utilisation d'une bijouterie à la cité Yahiaoui (ex-Tandja) comme lieu de débauche avec tournage de scènes, les éléments de la police criminelle de la Sûreté de wilaya de Sétif, après avoir obtenu un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République près le tribunal de Sétif, ont investi les lieux et découvert plusieurs preuves compromettantes, telles que des CD et des téléphones portables comportant des scènes

pornographiques de couples illégitimes filmées à l'intérieur de la bijouterie. Après exploitation et visionnage des bandes et séquences vidéos, les policiers sont parvenus à identifier et arrêter les membres de ce réseau de prostitution composé de 16 personnes, 8 hommes et 8 femmes dont 4 mineurs. Selon les investigations de la police, la tête pensante de ce réseau n'est autre que le propriétaire de ladite bijouterie, identifié sous les initiales de H. Lamri, âgé de 41 ans, surnommé «El-Afghani». Ce dernier qui fut un militant du parti dissous

avait longtemps séjourné en Afghanistan avant de rentrer au pays et changer complètement de «vocation». H. Lamri, qui avait grâce à un téléphone portable filmé les ébats des couples, avait été démasqué à la suite d'une dénonciation anonyme. Les séquences filmées par le téléphone portable seront transférées sur l'ordinateur pour y être sauvegardées et des fois gravées sur des CD. Lors de son interrogatoire, H. Lamri avait prétendu qu'il se contentait de filmer pour son plaisir personnel. L'instruction entreprise à l'époque n'est pas parvenue à élucider l'usage réel de ces enregistrements. Les vidéos ont-elles été diffusées sur Internet ou exerçaient-il un certain chantage sur les victimes ? Même le tribunal criminel n'est pas parvenu à répondre à ces interrogations lors de l'audience.

Lors du procès, le principal accusé, ne voulant pas porter seul le chapeau, avait déclaré que ses acolytes étaient au courant des enregistrements et qu'ils

les visionnaient ensemble après les ébats. Il nie le fait d'avoir exercé un quelconque chantage sur les victimes, et assure que toutes les femmes étaient consentantes. H. Lamri a aussi jeté un pavé dans la mare en affirmant que la police avait omis, lors de son enquête, de dévoiler l'identité d'autres personnes impliquées dans cette affaire, comme celle de la fille d'un commissaire de police, ou d'autres femmes de cadres que les enquêteurs ont sciemment occultées lors de l'instruction. Lors de son intervention, le ministère public a requis une peine de dix ans de prison à l'encontre du principal accusé, H. Lamri, la fermeture définitive du local et la suspension du registre du commerce. Le procureur a requis une peine de trois ans de prison à l'encontre de G. Saïd et G. Samir et deux ans pour les autres accusés. Quant aux quatre femmes impliquées dans ce réseau, le procureur a laissé l'appréciation au tribunal.

Imed Sellami

MASCARA

Le satisfecit de Amar Ghoul

Pour cette première journée de visite dans la wilaya de Mascara qui a eu lieu dimanche où plutôt lors de cette visite nocturne puisqu'il est arrivé aux environs de vingt heures aux limites de la frontière avec Sidi Bel-Abbès, le ministre des Travaux publics fera une évaluation de l'avancement dans le cadre de l'autoroute Est-Ouest du tronçon de 12,8 km reliant Sidi-Bel-Abbès à la bretelle d'Oran, en présence des walis et directeurs respectifs des deux wilayas sus-citées. Amar Ghoul se félicitera de ce qui a été accompli et en conséquence, il tiendra à féliciter les walis de Mascara, Tlemcen et Sidi-Bel-Abbès, wilayas qu'il aura traversées durant cette visite. Ce qui était un rêve est en passe d'être réalisé, dira-t-il et de surcroît ajoutera-t-il, nous capitalisons huit mois d'avance sur les délais puisque ces travaux de terrassement devaient être réalisés vers septembre 2008. Le travail parfois complexe a été effectué au quotidien et il s'est traduit, poursuivra l'orateur, par un accompagnement extraordinaire pour la libération de l'emprise que constituaient les transferts de différents réseaux et mesures d'expropriation. A ce propos justement, nous apprendrons que 104 propriétaires terriens ont été indemnisés dans la wilaya de Mascara. L'opération devrait s'achever dans sa globalité, sans trop de difficulté, a tenu à déclarer le wali de Mascara. Le ministre des Travaux publics réitérera cet appel aux différents responsables du secteur qui constitue une constante chez lui, c'est-à-dire la formation avec les perspectives de faire profiter les cadres de l'expérience du Japon, de la Chine ou du Canada. D'autres défis nous attendent pour les jours à venir et nous devons y faire face en constituant un réservoir de compétence fera-t-il savoir. Avec les perspectives du secteur, aucun ingénieur issu de l'école des Travaux publics ne serait atteint par le chômage, conclura-t-il. Dans la matinée du lendemain, il inspectera le reste du tracé de l'autoroute Est-Ouest. Sur les chantiers, on travaille de jour comme de nuit.

M. Meddeber

TLEMCCEN

Embellissement de l'ancien bâti

Afin d'améliorer les conditions de vie du citoyen et particulièrement au niveau des quartiers, une opération d'embellissement des anciens bâtis a été lancée dernièrement à travers la wilaya de Tlemcen et dont les travaux ont atteint 60% du programme. Cette opération a ciblé notamment les anciens quartiers du centre-ville et du faubourg Boudgène.

Pêche : renouvellement et élection du bureau

La Direction de la pêche a procédé au renouvellement des membres de la chambre du secteur. Après avoir organisé plusieurs rencontres avec les professionnels de la mer des daïras de Ghazaouet et de Honaïne, la date d'hier a été retenue pour l'élection et le renouvellement du bureau.

Une formation au profit des cadres d'entreprise

En présence des agences de l'Ansej de la wilaya, les gestionnaires des petites entreprises bénéficieront d'un stage qui aura lieu les 8 et 9 avril. Cette formation a pour but de faciliter les échanges entre les professionnels de chaque domaine et d'initier les gestionnaires débutants aux nouvelles technologies appliquées sur le terrain.

Transport ferroviaire : la ligne Maghnia-Tlemcen mise en service

La ligne Maghnia-Tlemcen a été enfin mise en service après un arrêt qui a duré plus de 14 ans. La réouverture de cette ligne sera bénéfique pour tout le monde du moment que deux services seront assurés tous les jours aux voyageurs.

Cela permettra de désengorger la circulation entre les deux villes et diminuer le flux sur la RN 35, qui continue à faire de nombreuses victimes. Les halabas notamment sèment la terreur sur ce tronçon incontrôlable.

Faïza B.